

CROISSANCE POSTINDEPENDANCE, CRISE ECONOMIQUE ET IRRUPTION DE LA PAUVRETE AU CAMEROUN: (1960-1994)

Alain Thomas ETAMANE MAHOP

Enseignant-Chercheur

Alainwilliam2002@yahoo.fr

Résumé : *A son accession à l'indépendance en 1960, le jeune État du Cameroun devait devenir maître de son destin. Sur le plan politique, l'instabilité politique régnait dans plusieurs régions du pays. Au niveau économique, les autorités camerounaises se mobilisaient pour développer le pays. Ceci se traduit par la mise en place d'une politique de développement économique, social et culturel à travers une planification de type indicatif. Or, de 1986 à 1994 le Cameroun fut plongé dans une récession économique sans précédent qui n'épargna aucun secteur d'activité et contribua à l'aggravation de la pauvreté. La présente étude entend mettre en relief, la prospérité économique camerounaise des années 60, la faillite étatique et l'avènement de la pauvreté au Cameroun.*

Mots-clés : *Croissance, Postindépendance, Crise économique, Pauvreté, Cameroun*

Introduction

Si les années 60 avaient été marquées par un grand espoir de voir amorcer un processus irréversible de développement à travers l'ensemble de ce que l'on appelait le Tiers-monde et singulièrement l'Afrique, notre époque est celle de la désillusion. Le développement est en panne, sa théorie en crise, son idéologie l'objet de doute. L'accord pour constater la faillite du développement en Afrique est hélas général (Amin, 1986, pp.5-10).

La faillite étatique constitue depuis une vingtaine d'années le champ privilégié des recherches en histoire économique et sociale de l'Afrique contemporaine. Celles-ci mettaient l'accent sur le développement (Ela, 1998, p. 3). Dès son accession à l'indépendance en 1960, le Cameroun s'est vu confier les fonctions de production et de redistribution. Des modèles de développement allaient donc être mis en place²². Le monopole étatique sur le développement économique et la promotion sociale allaient être confortés

²² Dès les indépendances, l'objectif économique des anciennes colonies était de combler les disparités de développement entre elles et les anciennes métropoles. La volonté de réduire, ce gap participait à une logique de mise en exergue du développement des pays du Nord en modèle universel. En Afrique, l'élaboration d'une telle stratégie s'est caractérisée par la promotion des politiques d'industrialisation et la planification économique.

par une planification économique et une mise en place des structures publiques et parapubliques²³. Toutefois, la remise en cause du rôle moteur de l'intervention publique au début de la crise économique de 1986-87 ébranla la régulation politique camerounaise amorcée depuis l'indépendance. Le rejet de l'État sur la société légitima les programmes d'ajustements structurels qui enterraient les politiques de l'État providence initiés jadis, contribuant à la précarisation de la situation sociale à l'accroissement de la pauvreté et de l'exclusion (Laida, 1993, p. 16). Cette étude présente le succès économique du Cameroun en 1960, l'échec des PAS et l'accroissement de la pauvreté au Cameroun.

A. Le secteur agricole et l'économie du pétrole: deux éléments clés de la croissance au Cameroun

La période postindépendance au Cameroun se caractérisa par un développement économique sans précédent. Ainsi, les produits de rente, le tissu économique assez diversifié et une main d'œuvre adaptée, situaient le Cameroun dans la catégorie des pays à revenus intermédiaires. Toutefois, c'est dans la période d'expansion économique qu'allèrent naître les germes de la vulnérabilité structurelle de l'économie camerounaise, notamment la forte dépendance des recettes publiques à l'égard des recettes pétrolières et l'accumulation des dettes extérieures sans un accroissement subséquent des capacités de production des biens échangeables destinés à l'exportation (Médard, 1990, pp.25-36).

1. Une dynamique de croissance soutenue

La croissance économique postindépendance du Cameroun se distingua en ce sens que, la période 1960-1976 fut caractérisée par une croissance harmonieuse des secteurs: agricole, extractif, manufacturiers et tertiaire avec l'agriculture comme cadre stratégique d'accumulation (Hugon, 1997, p. 187). La découverte et la mise en valeur des ressources pétrolières entre 1977 et 1985 provoquèrent un déplacement des centres de gravité de la croissance (*Ibidem*, p. 188); inaugurant une période faste avec une croissance économique moyenne de 13% entre 1977 et 1981 et de 8% entre 1982 et 1985 (Aerts, p. 16). Ainsi, de 1960 à 1985, les ressources rentières jouèrent un rôle important dans la dynamique de croissance favorable de l'économie camerounaise. L'exploitation des ressources pétrolières entraîna le recul du secteur primaire dont la contribution au PIB passa de 32% en 1979 à 21% en 1984-1985. Celle des cultures de rente fut marquée par une intensification de la dynamique d'accumulation intensive dans la mesure où le système productif était fondé sur l'augmentation de la production et de l'investissement sur la recherche de gains de productivité (Ngu, p. 109).

²³ La planification était conçue comme un cadre de développement de l'activité économique qui permettait à l'État d'opérer une programmation du développement.

Le secteur agricole, extensif dans la croissance camerounaise ne fut pas en reste. Car, du début des années 1960 à la fin de la décennie 70, l'agriculture constitua l'élément moteur dans le développement de l'économie camerounaise. En effet, l'agriculture comptait pour 30% du PIB entre 1968 et 1976 avec un taux de croissance sectoriel annuel moyen de 3,7% et occupait près de 75% de la population active en 1982 (Aerts, pp. 17-18). Dans le cadre de la programmation du développement, le secteur agricole en tant que secteur prioritaire se vit allouer 23,7% des 725 milliards de FCFA d'investissements du 4^e plan quinquennal (Delancey, 1986, p.133). L'embellie agricole fut en grande partie à la diversification des produits et des espaces de cultures. Le dynamisme de l'agriculture vivrière avec un taux de croissance de 4% permit aux populations d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et à l'État de limiter les dépenses liées à l'exportation des ressources alimentaires (Delancey, 1986, p. 133). L'agriculture de rente constituait donc un pivot politico-stratégique d'accumulation du surplus agricole. L'État et les agriculteurs disposaient à travers les produits de traite cacao, café, coton et bois d'importantes ressources de revenus (Schwartzberg et al, pp.134-136). L'euphorie pétrolière fut à cet effet, un cadre de redynamisation des stratégies de substitution des importations.

2. La manne pétrolière la stratégie de recadrage du processus d'industrialisation

La mise en valeur des champs pétroliers recentra les activités à forte intensité de capital (Nguini, p. 193). L'État prit en charge le processus de recentrage de l'industrialisation. En effet, de 625.000 tonnes en 1978 à 1,7 millions de tonnes en 1979 ; la production pétrolière passa à 2,8 millions de tonnes et compta pour 17% du PIB et 45% des recettes globales de l'État (Ngu, p. 109).

La valeur brute des exportations pétrolière passa de 12 millions de dollars à 1,5 milliard de dollars entre 1978 et 1985. Les ressources pétrolières devaient contribuer aux externalités positives, avec la mise sur pied de pôles de croissance et la création des grandes usines de transformation. De fait, le rôle central de la manne pétrolière pouvait s'entrevoir à travers l'évolution de la balance des biens et services jusqu'en 1977, enregistrant un solde légèrement négatif. De 1977 à 1979, le déficit se creusa sous l'effet d'une baisse des termes de l'échange. Avec l'exportation du pétrole, le solde extérieur se redressa fortement pour devenir positif après 1982. Toutefois, la régulation des ressources pétrolières allait accentuer les déséquilibres sociaux économiques couplée l'absence de plus d'une stratégie d'expansion et de diversification des branches industrielles tournées vers l'exportation, ainsi que le manque de compétitivité des produits, contribuèrent à la fragilité de l'économie camerounaise.

B. Crise et faillite de l'appareil du développement camerounais

Après avoir connu une dynamique de croissance entre 1977 et 1985 le Cameroun subit à partir de 1985, la récession la plus forte (Roubaud, p. 53). L'origine de cette crise est à rechercher dans des facteurs externes (la conjoncture défavorable des prix des produits de rente et la modification de la parité du dollar en FCFA) (Ngongang, 1993, p. 70) et des facteurs internes (Courade, 2000, pp.2-20).

Le développement de la crise révélait la fragilité d'une économie plus tournée vers la captation des produits de rente que vers le développement diversifié de son secteur productif (Aerts, p. 32). Toutefois, si les logiques patrimoniales de recherche de rente sont une des causes de la crise, aussi que les stratégies d'import-substitution n'ont pas su jouer le rôle de contrepois à la dépendance rentière de l'économie camerounaise. Le contre-choc pétrolier caractérisé par la dégradation des cours mondiaux du pétrole (60%) suscita une déstabilisation des finances publiques en 1985/86 (Loukombo, 1987, pp.2-10). En monnaie nationale, les prix à l'exportation des produits pétroliers perdaient 42% en 1985/86 et 39% l'année suivante. Cette dégradation était due à la baisse des prix exprimés en dollars et à la dépréciation du taux de change nominal du dollar par rapport au FCFA (Guillaumond, 1992, pp.101-122).

1. De la chute drastique des produits de rente à l'ajustement structurel

L'économie camerounaise a été marquée par la chute des prix internationaux du cacao et café. Les autres cultures ont connu des fluctuations. C'est ainsi qu'en janvier 1987 le cacao camerounais se vendait à 30% inférieur à sa valeur de l'année précédente. Il passa de 1,01 dollar en 1984/85 à 0,90 dollar en 1987. Le café passa de 1,20 dollar en 1987 à 1,71 dollar en 1986. Le coton rapporta 28,8 milliards de FCFA en 84/85 avec une production de 97.502 tonnes chuta à 20,9 milliards de FCFA en 1985/86. Les exportations en valeur du coton passèrent de 9,4 milliards de FCFA à 7,9 milliards de FCFA entre 85/86 et 87/88 (*Jeune Afrique*, 1991, p. 48). Ainsi, la crise n'a pas seulement mis en exergue les limites de l'agriculture camerounaise. Elle révéla aussi que le secteur industriel n'était pas arrivé à se constituer en vecteur prépondérant de valeur ajoutée. Ce secteur était resté confrontée du fait de sa dépendance technologique à des problèmes de compétitivité. Celle-ci étant affectée par la progression des produits bruts et semi finis, passait de 19,3% des importations d'équipements et biens industriels en 1979/80 à 20,6% en 1980/81 pour atteindre 28,6% en 1983/84 et représentait 75% des coûts unitaires de production (Nguini, pp. 5-11). Toutefois, face à l'ampleur de la crise, l'État camerounais fit preuve d'un certain conservatisme devant les chocs conjoncturels engendrant l'aggravation de la crise. L'ajustement structurel accentua à l'aggravation de la pauvreté

La dynamique d'ajustement structurel se caractérisa par le démantèlement progressif de l'État, par le déni de légitimité de son intervention dans le champ économique. Ces politiques reposaient sur l'idée que l'État en tant que structure productive avait échoué en Afrique (Banques Mondiale, 1989, p. 73) et que l'organisation économique régie par le libre jeu des forces du marché représentait la forme la plus efficiente d'allocation des ressources (Mbembe, 1999, p. 103). Les PAS nés dans un contexte de crise se voulaient transitoires et se donnaient pour objectif de réduire les déficits résultants de la gestion désastreuse de l'État au cours des années précédentes. La diminution du train de vie de l'État, la réduction des capacités de décision et d'action des États en matière économique au profit des institutions de Bretton Wood. Devenaient incontournables dans la conception et la conduite des politiques économiques. En engageant une stratégie d'ajustement entre 1987 et 1988 avec la compression de la demande publique et des investissements publics (- 40% en 1987/88 et - 45% en 1988/89 et une consommation de 7% entre 1987/88 à 2% en 1988/89), les autorités camerounaises allaient se tourner vers le FMI et la Banque mondiale. L'ajustement autonome céda la place à un ajustement dépendant avec l'accord de confirmation signé avec le FMI en 1989 (Kouamé et al., 2001, p. 6-8).

2. L'ajustement réel et monétaire: un cadre de refondation des systèmes productifs

Le consensus de Washington, fondement théorique des PAS (Kouamé et al., p. 17), pouvait se résumer comme suit: rationalisation des dépenses publiques et désengagement économique de l'État: réforme fiscale et libéralisation financière, concurrence, libéralisation commerciale, démonopolisation du commerce extérieure, privatisation des entreprises publiques, mobilisations des investissements directs étrangers. Au demeurant, si l'ajustement réel eut comme effets négatifs la chute de la demande intérieure entraînant la désindustrialisation, l'explosion du chômage et une informatisation rapide de l'économie, l'ajustement monétaire à travers la dévaluation du FCFA en 1994 permit une relance des exportations et un certain redressement de l'économie camerounaise. Les contraintes de l'ajustement favorisèrent la montée en puissance d'un mouvement de désétatisation et mirent en question les bases d'une régulation planifiée. Ce mouvement se traduit par la baisse des salaires et la compression des effectifs du personnel de l'État, le désengagement de l'État dans les secteurs productifs (filiales agricoles et certains complexes agro-industriels) (Herrera, 1994, p. 49). C'est la raison pour laquelle on passa de plus de 60% en 1992-93 à la baisse des salaires de 20 à 30%. Aussi, la restructuration des dépenses publiques se traduit par un désengagement des secteurs sociaux à travers la diminution des dépenses de santé, d'éducation et des transferts sociaux. Ce retrait des subventions aux organismes sociaux couplé à une inflation des prix due à la

déréglementation et à la baisse du pouvoir d'achat des ménages allait conduire à une dégradation des conditions de vie des populations camerounaises (Hugon, 1989, pp.80-85). Malgré les effets d'ajustement réel, la compétitive globale de l'économie apparut en 1993 comme fortement dégradée et seul un ajustement monétaire pouvait corriger une telle différence de prix. La dévaluation devait conduire à un rétablissement du déficit primaire de l'État. Les institutions de Bretton Wood mettaient l'accent sur la perte de la compétitivité résultant de la forte surévaluation du FCFA²⁴. La dévaluation eut un impact important en matière de recettes budgétaires grâce à l'expansion du PIB et à la baisse fiscale tout d'abord, mais aussi par la revalorisation des recettes douanières.

Tous comptes faits, l'incohérence de la dynamique du marché dans le cadre de l'ajustement au Cameroun conduisit à la paupérisation des citoyens après l'échec des trois PAS (1988-89 ; 1991-92 ; 1994-95)²⁵. Si les PAS permirent à certains égards de rétablir les équilibres macroéconomiques, ils ne purent pas promouvoir de nouvelles dynamiques de croissance (Ben, 1999, pp.8-9). Vu que le processus de libéralisation politique fut enclenché dans les années 1990 avec la mise en œuvre des politiques orientées vers la promotion de la démocratisation et des valeurs. On assista à une idéalisation du régime démocratique et de la bonne gestion des affaires publiques érigées de l'aide au développement des pays pauvres (Du Bois de Gaudesson et al., 2001, p. 18). Toutefois, si le processus de démocratisation favorisa une certaine transparence dans les rouages de l'État il n'élimina pas pour autant le fonctionnement patrimonial de l'État africain contribuant à accroître les inégalités nationales et la pauvreté.

C. L'avènement de la pauvreté au Cameroun: autopsie et unification d'un désastre

Le Cameroun est un pays d'une diversité étonnante et d'un potentiel enviable (Bwele, 1981, p.10). Tout au long de la période 1965-85, le pays a enregistré des taux de croissance élevés, voire parfois très élevés. Les observateurs extérieurs, y compris la Banque mondiale, faisaient l'éloge de sa performance. Cependant, l'Enquête Budget Consommation (EBC) des ménages de 1983/84 a mis en exergue à la fois un degré élevé de pauvreté absolue dans les zones rurales et de profondes inégalités dans la distribution des revenus, tant dans les zones rurales qu'urbaines, ainsi que dans l'ensemble du pays (Minplat, 1990, pp.8-9). Il existe très peu de données sur la pauvreté et la répartition des revenus des années 1960, avant la période de croissance rapide (De Monchy et al, 1991, pp.5-7). Il est

²⁴ La dévaluation affectait principalement la balance commerciale d'un pays qui représentait la différence entre la valeur de ses exportations et celle de ses importations.

²⁵ Le Cameroun avait conclu cinq PAS avec le FMI. Mais seul l'accord de 1997-2000 a été convenablement exécuté.

cependant clair que, le taux de croissance économique élevé ne s'est pas avéré suffisant pour réduire la pauvreté ou pour mieux équilibrer la répartition des revenus au cours de la période 1965-85.

1. Les signes précurseurs

Depuis 1985, on a assisté à un renversement brusque et bien documenté des performances de l'économie. Le PIB par habitant a diminué de 6,3% par an entre 1985 et 1993, ce qui s'est traduit par une baisse de 6% de la consommation privée par habitant (Minplat p.7). Ceci représente une chute cumulée de la consommation moyenne par habitant de plus de 40% en huit ans, soit l'une des plus douloureuses connues par un pays, en particulier après la période prolongée de croissance des vingt années précédentes. Par conséquent, la pauvreté structurelle qui existait bien avant la crise s'est combinée avec l'appauvrissement rapide résultant de la crise économique de 1985-93, pour devenir un problème grave pour le Cameroun. Aussi, la détérioration de la situation économique au Cameroun a été attribuée en partie à des facteurs extérieurs très défavorables, notamment à la chute des prix des exportations, à la baisse des exportations et des revenus pétroliers et au niveau élevé du service de la dette extérieure (*Encyclopédie de la République Unie du Cameroun: L'économie*, 1981, pp.281-282).

Ces facteurs ont effectivement eu pour effet d'accélérer et de généraliser la crise. De 1985 à 1988, les termes de l'échange du Cameroun ont baissé de plus de moitié, ce qui signifie que le volume des exportations aurait dû doubler pour assurer un volume constant d'importations. Depuis lors, les termes de l'échange se sont encore détériorés, quoiqu'à un rythme moins effréné qu'au milieu des années 80. L'effet des facteurs extérieurs a été considérablement aggravé par la perte marquée de la compétitivité. En 1985, le taux de change réel effectif du Cameroun est monté en flèche et en 1992, le taux de change réel effectif se situait à 162 (sur la base de 1985=100), alors qu'il aurait dû tomber à 38 pour correspondre à l'évolution des termes de l'échange. Le Cameroun n'avait aucun contrôle direct sur les principales causes de cette évolution : l'appréciation du franc français au sein du système monétaire européen qui a entraîné dans son sillage le franc CFA, et la décision du gouvernement nigérian de dévaluer le naira en 1985/86 (Sandretto et al, 1993, pp.15-30).

La perte de marchés de production entraîna aussi une diminution de la demande de main d'œuvre, ce qui limita les possibilités d'emploi et de revenu pour tous les Camerounais. Le mode d'insertion sur le marché du travail joua fortement sur la structure des revenus perçus par les groupes de ménages. Les données disponibles sur l'emploi démontrent le ralentissement de la demande de main d'œuvre dans les secteurs formels. En vue des difficultés des employeurs de comprimer leur main d'œuvre, ils ont limité les recrutements et les réductions ont été réalisées à travers l'attrition (Inack, 1992, pp.13-14). En même temps, certaines entreprises notamment ces dernières années avaient massivement réduit leur main d'œuvre, à la suite des faillites et des liquidations. Le seul secteur en

accroissement sur le plan du nombre d'employés fut l'administration publique qui une expansion d'environ 10% entre 1985/86 et 1991/92. Cette expansion de l'emploi public n'absorba qu'un nombre très limité de ceux se présentant sur le marché du travail.

Par ailleurs, le corollaire du déclin du secteur formel, signalant les difficultés d'insertion sur le marché du travail fut la régression massive des taux de scolarisation en raison de la montée en puissance du secteur informel dans l'économie camerounaise (DIAL-DSCN, 1993, p.17). Alors que la proportion des salariés au sein de la population active occupée était supérieure à 65% en 1983, et qu'elle atteignait encore 63% en 1987 en 1983 elle ne dépassait pas 50%. Celui-ci devint à mesure que la crise s'aggravait, le principal pourvoyeur d'emplois. Ainsi, en 1992, plus de quatre emplois créés sur cinq l'avaient été dans le secteur informel. L'envolée du chômage constituait le premier indicateur de la difficulté d'insertion des camerounais sur le marché du travail (*Ibidem*). Il passa en l'espace de 10 ans de 7,3% de la population active à 24,6%. Aujourd'hui, le taux de chômage urbain au Cameroun est l'un des plus élevés d'Afrique et très largement supérieur à ceux enregistrés en Amérique Latine ou en Asie, et les jeunes sont les plus vulnérables avec un taux de chômage des 20-24 ans supérieur à 40%. Le chômage a fortement augmenté des dernières années et, contrairement à la période de 1983, il frappait en premier lieu les diplômés du supérieur (Ngassam et al, 1987, pp.13-14).

L'effondrement des revenus et des possibilités des gains avait soumis le marché du travail à de graves tensions, les individus et les ménages de Yaoundé et Douala avaient intensifié et diversifié leur travail pour accroître leurs revenus (Tabi Abodo et al, 1987, pp.27-28). Le marché de l'emploi au Cameroun fut débordé et le secteur informel lui-même débordé. Les tensions auxquelles fut soumis le marché du travail avaient entraîné une nette diminution de salaires réels. Les gains dans le secteur informel où les pauvres urbains tiraient l'essentiel des leurs moyens d'existence furent particulièrement sensibles. Même avant les événements de fin 1993 et début 1994, les gains moyens dans ce secteur se situaient bien au-dessous du seuil de pauvreté. Le secteur informel ne permit pas de sortir de la pauvreté, au contraire, il enfonça d'avantage les individus (Tabi Abodo et al, 1987, pp.27-28).

2. Le profil de pauvreté camerounais

Les données de l'enquête budget consommation de 1983-84 faisaient apparaître que, les tendances de croissance de l'économie camerounaise étaient très divergentes, conduisant à une inégalité considérable parmi les groupes socio-économiques et les régions du pays. Sur la base de la répartition des dépenses de consommation en 1983/84, on a défini comme pauvres tous les ménages dont la consommation par

habitant se situait à 40% ou moins de la distribution totale, ce qui correspondait à un niveau de consommation de moins de la distribution totale de 78.000 franc CFA. Les ménages pauvres et très pauvres ne représentaient en 1983/84 que quelque 20% et 8%, respectivement, de la consommation totale. La consommation alimentaire par habitant des ménages pauvres représentait le quart de celle des ménages ne vivant pas dans la pauvreté. Les disparités étaient encore plus grandes pour la consommation totale, la consommation moyenne par habitant des ménages non pauvres s'élevant à 287.300 francs CFA contre 36.700 francs CFA pour les plus pauvres et 50.500 francs CFA pour les pauvres. La situation par rapport à la pauvreté des ménages est caractérisée par la structure (âge et sexe), la taille, le niveau d'éducation et la localisation des ménages.

Tableau 01 : Données de base par groupe de pauvreté, 1983/84 en FCFA et pour cent.

	Extrême pauvreté	Pauvreté	Intermédiaire	Non pauvre	Cameroun
% ménages 06 personnes et plus	64	59	44	30	45
Consommation alimentaire per capita	22.800	30.8000	54.600	119.200	105.000
Consommation totale per capita	36.7000	50.500	96.000	287.300	152.000
% enfants 0-5	23	23	20	17	21
% enfants 6-15	33	31	28	24	29
% population jamais à l'école	64	62	54	44	55

Source: DSRP-DSCN, Rapports ECAM I

L'analyse de ce tableau indique que, en 1983/84, il existait de fortes disparités régionales dans la consommation annuelle par habitant. La localisation géographique constitue donc un net indicateur de la pauvreté. En 1983/84, les ménages pauvres étaient concentrés dans les zones rurales ; près de 50% dans le Sud et 38% dans le Nord du pays (Roubaud, 1994, pp.10-12).

S'agissant de l'évolution de la pauvreté en 1993, nous notons que la deuxième moitié de 1980 a été marquée par un appauvrissement rapide au Cameroun et on a observé un déclin marqué de la consommation per capita. Les données d'enquêtes indiquent que, la pauvreté urbaine a nettement augmenté. Moins de 1% des ménages de Yaoundé et Douala vivaient au-dessous du seuil de pauvreté en 1983; ils sont passés à 20% pour Yaoundé et 30% pour Douala en 1993. Les données pour Yaoundé semblent indiquer que la consommation moyenne par habitant est tombée en valeur nominale, de 454.500 francs CFA en 1983 à 305.000 francs CFA en 1993 (Roubaud, p.11). Si l'on tient compte des variations des prix relatifs entre ces deux dates, la consommation annuelle par habitant se chiffrait à 231.000 francs CFA, soit une réduction en valeur de quelque 50%. A Yaoundé on peut placer l'évolution de ces tendances dans une perspective

plus large. En 1964, la consommation par habitant s'élevait à 56.000 francs CFA, soit 336.000 francs CFA de 1993.

Au niveau de la baisse de la consommation, elle n'a pas été la même pour tous. Si tous les groupes de ménages ont vu leur consommation sensiblement diminuer, ce sont les plus pauvres qui se sont révélés les plus vulnérables (Tchamda et al, 1993, p.6). En effet, les ménages qui demeuraient dans le secteur moderne ont été comparativement protégés, tout en subissant toutefois une réduction de 20% à 30% de leur consommation par habitant. Les ménages du secteur informel ont pâti d'une contraction de la demande et d'une baisse des prix des biens et services qu'ils vendaient et leur consommation a reculé de 40% (A. Nougua, 1993, pp.34-35). La pauvreté rurale est un phénomène massivement rural au Cameroun. 01 ménage sur 02 vits selon les estimations, au-dessous du seuil de pauvreté. Les zones rurales n'ont pas été épargnées par la crise économique et la pauvreté s'y est considérablement aggravée ces dernières années. Au regard du seuil de pauvreté au Cameroun, 30,1% des ménages sont pauvres ; mais le taux de pauvreté est plus élevé dans le monde rural 39,7% qu'en zone urbaine 12,3% selon les résultats de 2001 (ECAM II) - *Ibidem*. Même si l'analyse des résultats des deux enquêtes (ECAM I et II) montra que le taux de pauvreté a régressé d'environ 13 points sur 5 ans passant de 63,3 à 40,2% de la population), il est clair que l'incidence de la pauvreté varie selon les milieux de résidences, les régions et situations personnelles.

Tableau 02 : Évolution du taux de pauvreté au Cameroun de 1996 à 2001 (%).

Années	1996	2001	Variations en (%)
Nomenclature			
Incidences	---	---	---
Rural	59,6	49,9	-9,7
Urbain	44,4	22,1	-19,3
Total	53,3	40,2	-13,1
Profondeur	---	---	---
Rural	21,5	18,3	-3,2
Urbain	14,7	6,3	-8,2
Total	19,1	14,1	-5,0

Source : DSRP-DSCN, Rapports ECAM II 2002.

L'analyse de ce tableau montre qu'en 2001, huit pauvres sur dix vivaient en milieu rural et l'incidence de la pauvreté y était plus du double de l'incidence en milieu urbain. Ceci s'expliquait par le fait que la majorité des Camerounais qui vivaient en zone rurale était confrontée aux conditions naturelles (Tamba, 2002, p.79). L'Adamaoua possédait le taux le plus élevé en zone urbaine 39,1%, le Nord-Ouest en milieu rural 61,2%, l'Extrême-nord 56,3%, le Nord 50,1%. Les régions les moins touchées étaient le Sud, le Sud-ouest et le Littoral.

Tableau 03 : Pauvreté et milieu de résidence en 2002.

	Dla	Yde	Ada	CE	Est	E.N	Litt	N	N.O	O	S	S.O
Urbain	10,3	13,3	39,1	13,3	15,3	34,3	19,0	32,3	17,5	30,4	23,9	10,5
Rural	---	---	52,5	51,4	48,0	59,0	47,8	55,3	61,2	43,8	32,5	43,5

Source : MINEFI-DSCN, ECAM II, 2002.

L'analyse du tableau suivant que, la pauvreté en milieu rural était distribuée en zones agro-écologiques. L'incidence la plus élevée était en zone forestière et dans les hauts plateaux. Ce phénomène était en net recul soit 55,4% et 50,7% en 2001 contre 72,5% et 62,9% en 1996. Soit une régression de 17,1 points et 12,2 points respectivement. La détermination du profil de pauvreté au Cameroun se présente comme une étape décisive et nécessaire à la mise sur pied des stratégies efficaces de lutte contre la pauvreté. Les prix à la production de la plus part des produits ont nettement diminué pendant la période. Cette baisse a été de 42%, selon les estimations, pour les cultures à l'exportation²⁶. L'érosion du revenu réel provenant de l'exploitation des cultures à l'exportation atteint selon les estimations, quelques 60% pendant la période. En ce qui concerne les cultures vivrières, la chute des prix entre 1983 et 1993 a été particulièrement sévère. La production agricole par tête s'est dégradée à la fin des années 80. Le revenu total provenant de l'agriculture (cultures à l'exportation et vivrières y compris l'autoconsommation) a diminué de 16% en valeur entre 1985 et 1993. Si l'on tient compte de la croissance démographique estimée à 2% par an dans les zones rurales par habitant a été la même pour tous les ménages ruraux et que les prix à la consommation se sont accrus de 10% seulement contre 30% à Yaoundé, le nombre de ménages ruraux vivant au-dessous du seuil de pauvreté passait quant à lui de 49% à 71% pendant cette période.

3. Vers une prise de conscience du phénomène de pauvreté

Il faut craindre que, le concept éradication de la pauvreté ne soit un mode qui va passer un concert de belles élaborations théoriques unanimement entretenues pendant un certain temps qui s'essouffle pour et avant d'être remplacé par un autre concept opportuniste, mais suffisamment mobilisateur de ressources et d'énergies (Sall et al, 2002, p.59).

La lutte contre la pauvreté s'est érigée aujourd'hui comme un impératif moral catégorique visant à promouvoir l'économie des institutions de Breton Wood (Lautier, 2001, p.169). Toutefois, l'histoire de la pauvreté

²⁶ En effet, le Cameroun à l'instar des pays producteurs des matières premières et agricoles est affecté par la détérioration constante des termes de l'échange. La chute des prix internationaux des principaux produits d'exportation (pétrole, café et cacao), a entraîné une détérioration des termes de l'échange de près de 40% au cours de la période 1985/87. La détérioration des termes de l'échange a entraîné une forte contraction en valeur des exportations des biens et services avec son impact sur les revenus de l'Etat, des ménages, et des entreprises. En effet, au cours de la période 1970/71 à 1984/85, l'économie camerounaise a connu plusieurs phases d'évolution : une période de croissance moyenne entre 1970/71 et 1978/79 au cours de laquelle le PIB a atteint le seuil moyen annuel de 15% en termes nominaux et de l'ordre de 4,5% en termes relatifs.

est liée à celle de l'humanité mais la montée en puissance de la problématique de la pauvreté est relativement récente (Sen, 1999, pp.5-7). Devant l'aggravation de la pauvreté et l'accroissement de l'écart entre le Nord et le Sud, la pauvreté est devenue une préoccupation majeure dans les pays africains en raison de ses conséquences sur la stabilité politique, économique et sociale de ces pays. La population pauvre de l'Afrique subsaharienne est passée de 18,4% en 1987 à 24,3% en 1998 (World Bank, 1999, pp.2-3). Toutefois, le retrait de l'État des secteurs sociaux dans le cadre des PAS et la crise de l'endettement qui a suivi a entraîné une paupérisation accrue des populations du Cameroun. Le rapport du PNUD de 1998 sur la pauvreté au Cameroun estimait à 50,6% la proportion de la population pauvre. Les organismes des Nations Unies, notamment le PNUD et l'UNICEF allaient être les précurseurs en mettant à nu les conséquences néfastes des PAS. C'est ainsi qu'en 1987, l'UNICEF publiait un ouvrage intitulé : l'ajustement à visage humain qui a conduit à la prise en compte de la dimension sociale de l'ajustement (DSA). Et en mars 1995 à Copenhague, le sommet mondial fit de l'élimination de la pauvreté l'un de ses buts essentiels.

Les problèmes associés à une pauvreté systémique et généralisée dont il est question ne peuvent être résolus par l'Etat à lui seul, ou par quiconque agissant d'une manière isolée. L'instauration d'un climat propice à la lutte contre la pauvreté au Cameroun exige des politiques et des réformes institutionnelles vigoureuses qui mobilisent toute la société, ou le gouvernement qui définit la politique, loue un rôle catalyseur et de facilitateur. Il faut donc avant tout, que le gouvernement prenne l'engagement ferme de réduire la pauvreté. Etre prêt à s'attaquer aux problèmes de performance et de gestion des institutions publiques et privées à tous les niveaux, renforcer la qualité, la prévisibilité et la transparence est un élément essentiel d'une réduction durable de la pauvreté au Cameroun. L'amélioration de la performance doit être étroitement liée à une attention accrue au service en faveur des pauvres.

Conclusion

En définitive, l'échec des stratégies de développement postindépendance a conduit à un accroissement de la corruption comme source de pauvreté et d'exclusion au Cameroun. Or, la population camerounaise est la force et l'avenir du pays. Il incombe aux institutions nationales d'exploiter et d'appuyer cette force fondamentale. Aux dires des ménages des régionaux, les institutions en question ne s'acquittent pas actuellement de cette fonction primordialement de développement. L'impression qui se dégage est que, l'action gouvernementale à l'échelon local est mal perçue et ne vise pas à satisfaire aux besoins des pauvres. Si

la croissance économique est manifestement une condition nécessaire à la résorption de la pauvreté, elle doit obligatoirement s'accompagner d'une réforme des institutions afin que les services sociaux puissent être efficacement fournis et que les pauvres puissent au bout du compte, prendre eux-mêmes en main leur processus de développement. Toutefois, la présence des problèmes sociaux donne lieu à un ensemble de soupçons sur l'adaptation du modèle occidental au contexte africain, qui a comme conséquence l'accroissement de la pauvreté notamment les inégalités sociales, la réduction des salaires, l'effondrement des budgets familiaux, le chômage et le tribalisme dans notre pays.

Sources bibliographiques:

1. AERTS. J. et al, *L'économie camerounaise : un espoir évanoui*, Paris, Karthala, 2000.
2. AMIN. S, *La faillite du développement en Afrique et dans le tiers monde*, Paris, l'Harmattan, 1989.
3. ANONYME, *Jeune Afrique*, n°1611, du 13 au 19 novembre 1991
4. BANQUE MONDIALE, *L'Afrique subsaharienne de la crise à une croissance durable. Etude de prospective à long terme*, USA, Washington DC, 1989.
5. BEN. HAMMOUDA. H, *L'économie politique du post-ajustement*, Paris, Karthala, 1999.
6. BWELE. G. *Encyclopédie de la République Unie du Cameroun*, Douala, les nouvelles Editions africaines Edyness, 1981.
7. COURADE. G. *Le désarroi camerounais*, Paris, Karthala, 2000.
8. COUSSY. J, "Le conservatisme de la politique économique au Cameroun depuis l'indépendance: origines, rationalités et conséquences", cité par Geschiere et al, *L'économie politique du Cameroun*, actes de la conférence de 1988, Leiden, ASC- Research reports, 1989.
9. DE GAUDESSON. J. et al, " La crise permanente de l'État et la recherche difficile de
10. Nouveaux modèles de régulation", *Afrique contemporaine*, n°199, Juillet-Septembre, 2001.
11. DELANCEY. W. M, "Agricultural productivity in Cameroon", cité par M. Schatzberg et al, *The political economy of Cameroon*, New York, Praeger, 1986.
12. DE MONCHY. G et al, *Cameroun : évolution économique rétrospective et perspectives macro-économiques à l'horizon 1995*, DIAL, 1991.
13. DIAL-DSCN, Séminaire sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun, Yaoundé, Novembre 1993.
14. DINAMONA. L, "Incidences des trois chocs pétroliers sur les économies de la zone BEAC et nécessité absolue de mettre en place une structure économique plus diversifiée", *Etudes et statistiques de la BEAC*, n°138, Janvier 1987.

15. ELA. J. M, “ Refus du développement ou échec de l’occidentalisation. Les voies de l’afro-renaissance”, *Le Monde Diplomatique*, Octobre 1998.
16. GIRI. J, *L’Afrique en panne : Vingt cinq ans de développement*, Paris, Karthala, 1986.
17. GUILLAUMOND. S, “ Les conséquences sociales de l’ajustement en Afrique selon la politique de change”, *Politique africaine*, n°45, mars 1992.
18. HERRERA. J, “La nature de crise financière camerounaise et les mesures d’ajustement structurel pour la combattre. Faut-il ajuster le programme ?” Cité par G. Courade, *Le village camerounais à l’heure de l’ajustement*, Paris, Karthala, 1994.
19. HUGON. P, “Sortir de la récession et préparer l’après pétrole : le préalable politique”, *Politique africaine*, n°62, le Cameroun de l’entre deux, Juin 1996.
20. ----“Incidences sociales des politiques d’ajustement”, *Revue Tiers-Monde*, n°117, J-M, 1989.
21. INACK INACK. S. *Etude relative à la réduction du personnel du secteur public et à son redéploiement en Afrique : cas du Cameroun*, Addis Abéba, OIT-PECTA, 1992.
22. KOUAME. A, et al, *Crise, reformes des politiques et emploi à Yaoundé*, Paris, Centre français sur la population et le développement, 2001.
23. LAUTIER. B. “Sous la morale. La politique, la Banque mondiale et la lutte contre la pauvreté”, n°82, *Politique africaine*, n°82, Juin 2001.
24. MEDARD. F, “L’État patrimonialisé”, *Politique africaine*, n°39, Septembre 1990.
25. MBEMBE. A, “Du gouvernement privé indirect”, *Politique africaine*, n°73, mars 1999.
26. MINPLAT, *Enquête emploi pilote auprès des ménages en Afrique : une approche à partir du cas camerounais*, Genève, Institut International d’Etudes sociales, 1990.
27. *Enquête emploi pilote auprès des ménages en Afrique.*
28. MINEFI, *Encyclopédie de la République Unie du Cameroun: L’économie*, Tome 3, les Nouvelles Editions Africaines, Yaoundé, 1981.
29. NGASSAM. A et al, “Enquête budget-consommation de 1983/1984: synthèse méthodologique, opérations sur le terrain et exploitation des données”, Yaoundé, 1987.
30. NGU. J, “The political economy of oil in Cameroon”, cité par Geschiere et al, *L’économie politique*, p.109.
31. NGONGANG. D, “Ajustement structurel, croissance et répartition: l’exemple du Cameroun”, Thèse de Doctorat 3^e cycle en Sciences Economiques et de Gestion, Yaoundé, Université de Yaoundé II, 1993.
32. NOUGA. A. “Représentations sociales du travail au Cameroun: le cas du secteur informel à Yaoundé”, Thèse de Doctorat en Sociologie, Université de Yaoundé I, 1993.